



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 15 octobre 2026

Les exportations mexicaines de biens progresseraient de +26 % en 2026, soit la deuxième plus forte hausse régionale selon la CEPAL.

L'Amérique latine et les Caraïbes dans leur ensemble verraient leurs exportations augmenter en moyenne de +20 %.

LE CHIFFRE À RETENIR

+26 %

Hausse des exportations
mexicaines de biens estimée
pour 2026
Source : CEPAL

Les exportations mexicaines atteindraient 835 Md USD. Il s'agit de la deuxième plus forte hausse régionale après le Pérou. La croissance des exportations mexicaines reposerait surtout sur les volumes (+21 %, contre +9 % dans la région), plutôt que sur les prix (+5 %, contre +11 %).

Le Mexique constitue ainsi l'un des principaux moteurs de la croissance des exportations régionales, grâce notamment au dynamisme de ses exportations manufacturières. Ces dernières sont soutenues par l'intégration aux chaînes de valeur nord-américaines, avec une contribution notable des exportations non automobiles, notamment des équipements liés à l'intelligence artificielle. Les importations de biens progresseraient parallèlement de +24 % en 2026 (+16 % dans la région), pour atteindre 828 Md USD.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'activité industrielle mexicaine a progressé de +3,6 % g.a. en août, portée par la construction et le secteur de l'électronique et de l'informatique. Cette bonne dynamique constitue la meilleure hausse annuelle depuis octobre 2023, et constitue une rupture avec 2025 où les 4 grands secteurs étaient en baisse. La construction demeure le secteur le plus dynamique, enregistrant une hausse de +7,9 % g.a., soutenue par la commande publique. Par ailleurs, le secteur manufacturier enregistre une dynamique (+3,2 %) concentrée sur la progression de seulement 10 branches sur 21, notamment le raffinage (+21,4 %), l'électronique et l'informatique (+12,2 %) -portées par la demande des centres de données d'IA aux États-Unis- et l'équipement de transport (+5,6 %). Le secteur de l'électricité, de l'eau et du gaz augmente de +1,4 % tandis que le secteur minier est en baisse de -0,8 %. Les perspectives demeurent incertaines pour certains observateurs qui anticipent une évolution hétérogène parmi les branches du secteur manufacturier d'ici la fin de l'année, notamment de la filière automobile, qui reste pénalisée par les droits de douane américains au titre de la section 232 dans l'attente d'un accord bilatéral et de la révision de l'ACEUM. Sur la partie écoulée de l'année 2026, l'indice d'activité est en expansion de seulement +0,8 % entre janvier et août (après -1,7 % sur la même période en 2025). Les hausses de la construction (+3,5 %) et des mines (+2,9 %) compensent le recul de l'industrie manufacturière (-0,3 %), principal secteur de l'industrie mexicaine.

Le coût du panier alimentaire de base a augmenté de +5,5 % g.a. en zone urbaine en septembre, soit deux points de plus que l'inflation (+3,5 %). Ce panier permet notamment de définir le seuil de pauvreté extrême selon le revenu. Ainsi en septembre le seuil de pauvreté extrême s'établit à 2 590,61 MXN (150,06 EUR¹) par personne et par mois en zone urbaine et à 1 940,96 MXN (112,43 EUR) en zone rurale, où il progresse de +4,9 % sur un an. Cette évolution s'explique par l'augmentation des prix de certains produits frais constitutifs du panier de base des ménages mexicains. Trois postes expliquent l'essentiel de la dynamique : l'oignon (+89,8 % g.a.), la restauration hors domicile (+5,8 %, premier contributeur en zone urbaine) et la tomate (+26,7 %). Sur le seul mois de septembre, le panier s'est renchéri de +1,1 % en ville et de +1,6 % à la campagne. Le seuil de pauvreté par revenu, qui ajoute au panier alimentaire les biens et services non alimentaires, atteint 4 951,66 MXN en

¹ Les montants en MXN ont été convertis en EUR au taux moyen du mois de septembre 2026, soit 1 EUR = 17,264 MXN.

zone urbaine et 3 553,70 MXN en zone rurale, en hausse de 4,4 % sur un an. Cette hausse renchérit l'objectif du gouvernement de porter le salaire minimum à 2,5 fois ce panier complet d'ici 2030. En septembre 2026, le salaire minimum mensuel (9 582 MXN) en couvre 1,9 fois en zone urbaine, et 2,7 fois en zone rurale. Le salaire minimum devrait augmenter entre +11,5 % et +12,0 % en 2027, après +13 % en 2026 qui avait porté le salaire minimum à 315,04 MXN/jour (14,54 EUR²). En cumulé entre 2020 et 2026, le salaire minimum a enregistré une hausse de 155,7 %. Sa portée reste toutefois limitée par l'informalité (55,1 % au T2 2026), 70 % des travailleurs informels ayant un revenu inférieur au salaire minimum.

Sectoriel

La présidente Claudia Sheinbaum annonce 8 400 Md MXN d'investissements dans les infrastructures d'ici 2030 (soit plus de 400 Md EUR). Face au ralentissement de l'économie mondiale et aux tensions commerciales, la présidente a présenté le 13 octobre ce plan d'investissement sur quatre ans, tout en s'engageant devant le patronat à poursuivre la réduction du déficit budgétaire. Annoncé lors du 50e anniversaire du Conseil de coordination des entreprises (CCE), principale organisation patronale, le plan s'appuie sur des schémas d'investissement public et mixte associant également des banques de développement. Les principaux postes d'investissement sont le logement, avec le programme « Vivienda para el Bienestar » (environ 144 Md EUR), l'entreprise d'État Pemex (97 Md EUR), le ferroviaire (43 Md EUR, dont le Tren Maya et le corridor interocéanique), les ports (39 Md EUR), la production électrique (38 Md EUR) et les routes (34 Md EUR). Le président du CCE, José Medina Mora, s'est félicité de ces ambitions mais a rappelé l'importance de réduire le déficit, de préserver la notation souveraine et de renforcer l'État de droit à l'approche de la révision de l'ACEUM. La conciliation de cet effort d'investissement avec la consolidation budgétaire reste en effet la principale incertitude du plan.

Le Mexique supprime pour cinq ans les droits de douane de 10 % sur les pièces automobiles importées destinées à l'assemblage de véhicules pour attirer de nouveaux investissements. Un décret publié le 13 octobre et entré en vigueur le 14 octobre ramène à 0 % les droits appliqués à ces composants (fraction 9803.00.01 du tarif douanier mexicain), quelle que soit leur origine. L'exonération est réservée aux constructeurs disposant d'une autorisation de dépôt fiscal pour l'assemblage de véhicules. Ses modalités seront précisées par des lignes directrices du ministère de l'Economie (*Secretaría de Economía*). La mesure vise notamment à faciliter l'installation de nouvelles lignes de production de véhicules assemblés à partir de

² Les montants en MXN pour le salaire minimum 2026 ont été convertis en EUR au taux moyen pour l'année 2025, soit 1 EUR = 21,67 MXN

kits partiellement ou entièrement démontés (SKD/CKD). Inscrite dans les objectifs du Plan México, elle doit favoriser la relocalisation industrielle, la création d'emplois qualifiés et l'intégration progressive de fournisseurs locaux dans les chaînes de production.

Finances publiques

En 2026 et 2027, Pemex pourrait renoncer à 15 Md USD de gains potentiels en privilégiant le raffinage domestique à l'exportation de pétrole brut. Selon une étude du centre de recherche México Evalúa, ce coût d'opportunité aurait déjà atteint environ 41 Md USD entre 2022 et 2025, dont 8,3 Md USD pour la seule année 2025. Cette année-là, le gain estimé s'élevait à 47,7 USD par baril exporté, contre 26,2 USD par baril raffiné. Cet écart s'explique à parts égales par la sous-utilisation des raffineries (58,6 % de leur capacité en 2025) et leur faible rendement. En 2027, le manque à gagner représenterait 1,7 fois les transferts budgétaires prévus pour Pemex (4,4 Md USD). L'étude précise toutefois qu'une hausse des exportations ne suffirait pas à récupérer ces gains, les coûts de raffinage étant essentiellement fixes. Il faudrait améliorer les performances des raffineries ou réduire les capacités de raffinage. Cette seconde option pourrait rapporter 429 M USD par an pour 100 kb/j de capacité retirée, sous réserve d'économiser les coûts fixes associés. L'analyse souligne ainsi le coût de la stratégie de renforcement du raffinage national. La part de la production de Pemex exportée devrait tomber à 25 % en 2027, son plus bas niveau depuis 1990.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	14/10/2026
Bourse (S&P/BMV IPC)	+3,3%	+9,9%	66 790 points
Change MXN/USD	+2,8%	-0,2%	18,49
Change MXN/EUR	+2,8%	-3,3%	20,69
Prix du baril mexicain	+6,0%	+72,8%	96,31

Amérique centrale

Bélize

L'Union européenne retire le Belize de l'annexe II à la suite d'une évaluation positive du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements fiscaux. L'Annexe II représente les juridictions ne figurant plus sur la « liste noire » mais qui ont pris des engagements de bonne gouvernance fiscale. En effet, déjà retiré de la liste noire (annexe I, liste des juridictions fiscales non coopératives) en février 2024, le pays satisfait désormais pleinement aux exigences internationales de transparence fiscale et sort du mécanisme de surveillance européen. Cette décision du 9 octobre 2026 devrait faciliter les relations bancaires transfrontalières avec l'UE et renforcer la confiance des investisseurs étrangers.

Costa Rica

La croissance de l'activité économique a ralenti à +2,2 % g.a. en août, contre +5,6 % un an auparavant. Selon l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) publié le 13 octobre par la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), la production des entreprises bénéficiant de régimes fiscaux spéciaux (zones franches) n'a progressé que de +0,7 %, contre +3,2 % pour le reste de l'économie. Ce ralentissement tient notamment aux exportations particulièrement élevées de dispositifs médicaux en 2025 et à la fermeture de certaines usines de composants électroniques.

Les retards de projets publics financés sur crédits extérieurs ont entraîné 43,7 M USD de commissions, selon le ministère des Finances (Hacienda). En effet, au bout de près de douze ans, le programme de travaux routiers et portuaires (financé par la BID à hauteur de 450 M USD) reste inachevé. Le ministère des Travaux publics et des Transports (MOPT) envisagerait de reporter pour la quatrième fois la date limite de décaissement des fonds. Le programme d'eau et d'assainissement des villes côtières, quant à lui, n'a atteint que 25 % d'avancement après sept ans, alors qu'il était censé être terminé en 2025. La mise en service de la centrale électrique géothermique *Borinquen I*, initialement annoncée pour 2024, est désormais attendue pour début 2030.

El Salvador

Les flux nets d'IDE ont chuté de -91,9 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2026, à 9,8 M USD, selon la Banque centrale de réserve (BCR). Sur le premier semestre, ils s'établissent à 226 M USD, en baisse de -53,6 % par rapport à la même

période de 2025. Cette contraction s'explique notamment par des sorties nettes dans les secteurs des transports et du commerce, et s'inscrit dans un contexte de difficultés persistantes d'attraction des investissements étrangers.

Au Salvador, le portefeuille numérique Chivo sera relancé avec Linguard Labs, qui en a acquis la participation majoritaire, l'État conservant une participation minoritaire. La plateforme devrait proposer des transferts de fonds gratuits depuis les États-Unis, des paiements en dollars et en actifs numériques, ainsi que des services de crédit. Cette évolution s'inscrit dans le cadre des engagements pris par le Salvador auprès du FMI, qui avait annoncé en septembre le transfert du contrôle opérationnel de Chivo à un opérateur privé.

Guatemala

Les réserves monétaires internationales nettes du Guatemala ont atteint un niveau record de 33,02 Md USD fin septembre 2026, en hausse de +64 % en quatre ans. Cette progression, alimentée notamment par les transferts de fonds des migrants (remesas), les exportations et les investissements, porte leur couverture à l'équivalent de 11 mois d'importations, contre un seuil de référence international de trois mois. Cette accumulation renforce le coussin de sécurité externe du pays face aux chocs internationaux et limite sa vulnérabilité financière et de change.

Honduras

La Banque mondiale prévoit une croissance de +3,4 % au Honduras en 2026, puis de +3,7 % en 2027 et de +3,8 % en 2028, après +3,5 % estimés en 2025. Cette dynamique repose notamment sur les transferts de fonds des expatriés, la consommation intérieure et les exportations de services. L'accélération de la croissance reste toutefois conditionnée au renforcement de l'investissement et de la productivité, notamment par l'amélioration des infrastructures, de la logistique et de la formation professionnelle.

Nicaragua

Les transferts de fonds des migrants devraient atteindre 6,77 Md USD au Nicaragua en 2026, soit 34,4 % du PIB, la proportion la plus élevée d'Amérique latine et des Caraïbes, selon une étude de Manuel Orozco (S&P, Inter-American Dialogue). Cette part dépasserait celles du Honduras (32,9 %), du Guatemala (22,1 %) et du Salvador (20,3 %). La hausse de la dépendance aux remesas s'expliquerait par la faiblesse des autres sources de revenus de l'économie nicaraguayenne.

Panama

Le Conseil de l'Union européenne a retiré le Panama de la liste européenne des juridictions fiscales non coopératives, à la suite de la réunion ECOFIN du 9 octobre.

Le Panama a ainsi été transféré de l'Annexe I (juridictions fiscales non coopératives) vers l'Annexe II (juridictions ne figurant plus sur la « liste noire » mais qui ont pris des engagements dont la conformité aux critères européens de bonne gouvernance fiscale doit encore être validée). Le pays figurait sur la « liste noire » depuis février 2020. Cette décision a surtout été permise par l'adoption en mai dernier de la loi de « substance économique » qui est venue réformer le régime panaméen dit FSIE (foreign-source income exemption) qui permettait l'exonération des revenus de source étrangère, et que l'Union européenne considérait dommageable. Cette nouvelle législation impose désormais aux entités appartenant à des groupes multinationaux établies au Panama de démontrer une activité économique réelle dans le pays pour conserver l'exonération applicable à certaines catégories de revenus passifs de source étrangère (dividendes, intérêts, redevances, plus-values, revenus immobiliers, etc.). Avant de prétendre à sortir de l'Annexe II, le Panama doit encore faire l'objet d'une revue approfondie du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, portant sur le respect du standard international d'échange de renseignements sur demande. La prochaine révision de la liste européenne est prévue en février 2027.

À la suite du séisme de magnitude 7,5 qui a frappé le Panama, le gouvernement a approuvé une enveloppe d'urgence de 100 M USD, dont l'incidence budgétaire devrait être absorbée sans dépassement du plafond de déficit public (3,5 % du PIB).

Le ministre de l'Economie et des Finances (MEF), Felipe Chapman, a annoncé la création de deux fonds fiduciaires : le premier, qui sera administré par l'Etat auprès du Banco Nacional, recevra les dons des bailleurs et les indemnités d'assurance pour financer l'aide d'urgence et la remise en état des infrastructures ; le second, géré par le secteur privé auprès de la Caja de Ahorros, recueillera les dons d'entreprises destinés à la réparation, à la réhabilitation et à la reconstruction des logements sinistrés. La BID et la CAF ont également annoncé respectivement jusqu'à un maximum de 300 M USD et 50 M USD de financements, ainsi que 500 000 USD et 250 000 USD de dons. Selon les chiffres provisoires, 4 045 familles sont affectées, dont 879 ayant perdu leur logement. Le coût des dégâts n'a pas encore été chiffré mais le MEF estime qu'il sera bien inférieur à l'enveloppe de 100 M USD prévue.

Caraïbes

Cuba

Dans un contexte de crise énergétique persistante à Cuba, les exportations américaines de panneaux solaires vers l'île connaissent une forte progression. Les exportations américaines de modules solaires vers Cuba ont atteint 6,3 M USD entre janvier et juillet 2026, soit près de douze fois le montant pour l'ensemble de l'année 2025 (538 000 USD). Selon le Conseil économique et commercial États-Unis-Cuba, les expéditions de juillet ont représenté près de 4,7 M USD, soit environ 75 % du total sur la période. Cette progression s'inscrit dans un contexte de pénuries de carburant et de coupures d'électricité prolongées. Selon Bloomberg, cette hausse contraste avec le recul des exportations chinoises. La Chine reste toutefois le principal fournisseur de Cuba en équipements solaires, avec 117 M USD d'exportations en 2025, contre 5 M USD en 2023. À fin juillet 2026, ses ventes s'élevaient à 19,5 M USD, en baisse de -83 % par rapport au total de 2025. En septembre, Pékin a néanmoins annoncé un nouveau don de 5 000 systèmes solaires.

Cuba modifie sa réglementation pétrolière et ouvre le secteur aux Mipymes. La nouvelle loi, qui entrera en vigueur le 19 octobre, modernise le cadre juridique de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures à Cuba, en abrogeant deux textes datant de 1938 et 1959. Elle prévoit quatre modalités de participation : le contrat de partage de production, la concession pétrolière, le contrat de services et d'autres formes d'association. La principale nouveauté réside dans la création d'un régime de concession, d'une durée maximale de 30 ans, prorogeable de dix ans. Les opérateurs pourront exploiter les hydrocarbures à leurs risques, en contrepartie du paiement de redevances et d'impôts. La réglementation autorise les micro, petites et moyennes entreprises (Mipymes) et les coopératives non agricoles à participer directement à l'exploration et à l'exploitation par le biais de concessions. L'ouverture concerne également les services, les fournitures et la commercialisation. Toutefois, les principaux actifs stratégiques, notamment les puits, les raffineries et les grandes infrastructures de stockage, resteront sous contrôle de l'État. Après l'effondrement de l'Union soviétique, Cuba a ouvert le secteur aux capitaux étrangers dans les années 1990, attirant environ 600 M USD d'investissements entre 1991 et 1999. La production, soutenue notamment par les canadiennes Sherritt International et Pebercan, a atteint un pic de 3,68 millions de tonnes en 2003, avant de reculer à 2,31 millions de tonnes en 2023, soit une baisse de -37 %.

Haïti

Le nouveau code fiscal haïtien est entré en vigueur le 1er octobre 2026, dans un contexte marqué par des besoins importants de financement public et des contraintes persistantes sur les ressources de l'État. Identifiée comme un chantier prioritaire par le Fonds monétaire international (FMI) dans son point de suivi institutionnel du 28 septembre, la réforme s'inscrit dans une démarche plus large de mobilisation des recettes domestiques. Sa mise en œuvre doit s'accompagner de la modernisation des administrations fiscales et douanières ainsi que d'un renforcement de leur coordination, afin d'améliorer le recouvrement des impôts et des droits de douane. Au-delà de la réforme fiscale, le FMI préconise une amélioration de la gestion des finances publiques, notamment par un meilleur pilotage de la trésorerie, un contrôle accru des engagements de dépenses et une traçabilité renforcée de l'utilisation des fonds publics. Le maintien d'un mécanisme de fixation des prix des carburants plus transparent et prévisible figure également parmi les recommandations du Fonds. Ces mesures visent à renforcer la crédibilité de la gestion budgétaire et à limiter le recours au financement monétaire, susceptible d'accentuer les déséquilibres macroéconomiques. Leur mise en œuvre intervient alors que les autorités doivent répondre à des besoins élevés en matière de sécurité, de continuité des services essentiels et de reconstruction. L'entrée en vigueur de ce nouveau code fiscal constitue ainsi une étape institutionnelle, dont les effets dépendront de l'application effective des dispositions, des capacités administratives et de l'évolution de l'activité économique. Ces évolutions seront déterminantes pour évaluer la capacité de l'État à renforcer ses ressources propres et à réduire sa dépendance au financement monétaire, dans un environnement marqué par d'importants besoins sociaux et sécuritaires.

Jamaïque

L'autorité anticorruption de Jamaïque appelle à un examen indépendant de 476 contrats publics qui ont été attribués dans le cadre de la reconstruction post-Melissa. L'*Integrity Commission* estime en effet que ces marchés, attribués au T4 2025 pour un montant total de 5 Md JMD (31,3 M USD), doivent être intégralement documentés afin de vérifier leurs conditions d'attribution. L'autorité recense 182 contrats passés en urgence pour 3,9 Md JMD, 262 attribués de gré à gré et 32 par consultation restreinte. Si elle reconnaît la nécessité d'agir rapidement compte tenu du contexte, elle souligne que l'assouplissement des procédures et l'importance des montants justifient un contrôle a posteriori.

République Dominicaine

L'économie dominicaine aborde le dernier trimestre de 2026 dans un contexte de reprise de l'activité, soutenue par le dynamisme des exportations, l'expansion du secteur manufacturier et une progression des recettes fiscales. Le FMI prévoit une croissance de +4,6 % en 2026, après +2,1 % en 2025, puis de +4,4 % en 2027. Les exportations de biens ont atteint un niveau record de près de 12 Md USD entre janvier et septembre (+12,4 % sur un an). L'activité manufacturière poursuit son expansion, avec un indice IMAM à 59,4 points en septembre, au-dessus du seuil de 50 points pour le troisième trimestre consécutif. Les recettes fiscales collectées par la DGII progressent également de +9,4 % sur les neuf premiers mois de l'année, à 751 Md DOP (12,2 Md USD). Cette reprise demeure toutefois exposée aux pressions inflationnistes et aux chocs externes. En septembre, l'inflation a atteint 5,12 % sur un an, légèrement au-dessus de la cible de la Banque centrale ($4\% \pm 1$ point), tandis que l'inflation sous-jacente reste dans cette fourchette. Une hausse durable des prix de l'énergie et des produits alimentaires pourrait peser sur les coûts de production, le pouvoir d'achat et les finances publiques, malgré l'amélioration des recettes fiscales.

Le coût des subventions aux carburants s'accroît dans un contexte de volatilité des marchés énergétiques mondiaux. Au 9 octobre 2026, les dépenses cumulées atteignaient 38,2 Md DOP (625,3 M USD), contre une enveloppe initiale de 10 Md DOP (163,6 M USD). Le gouvernement mobilise environ 1,5 Md DOP (25 M USD) par semaine pour maintenir les prix de certains carburants, tout en procédant à des hausses ciblées. Si cette tendance se poursuit, le coût annuel des subventions pourrait atteindre 50 Md DOP (818 M USD), soit cinq fois le budget initial. Face à cette pression budgétaire, le gouvernement et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont convenu, le 13 octobre, de renforcer leur coopération technique pour améliorer le ciblage des aides et protéger les ménages vulnérables. L'objectif est de limiter l'impact des fluctuations des prix énergétiques tout en préservant les ressources consacrées à l'investissement public. La persistance de ces subventions pourrait néanmoins réduire les marges de manœuvre budgétaires de l'État.

Trinité-et-Tobago

Le gouvernement de Trinité-et-Tobago examine actuellement les propositions d'investisseurs présélectionnés pour remettre en service la raffinerie de Pointe-à-Pierre, fermée depuis 2018. Lors de la présentation du budget pour 2027, le ministre des Finances, Davendranath Tancoo, a annoncé que des offres d'investisseurs

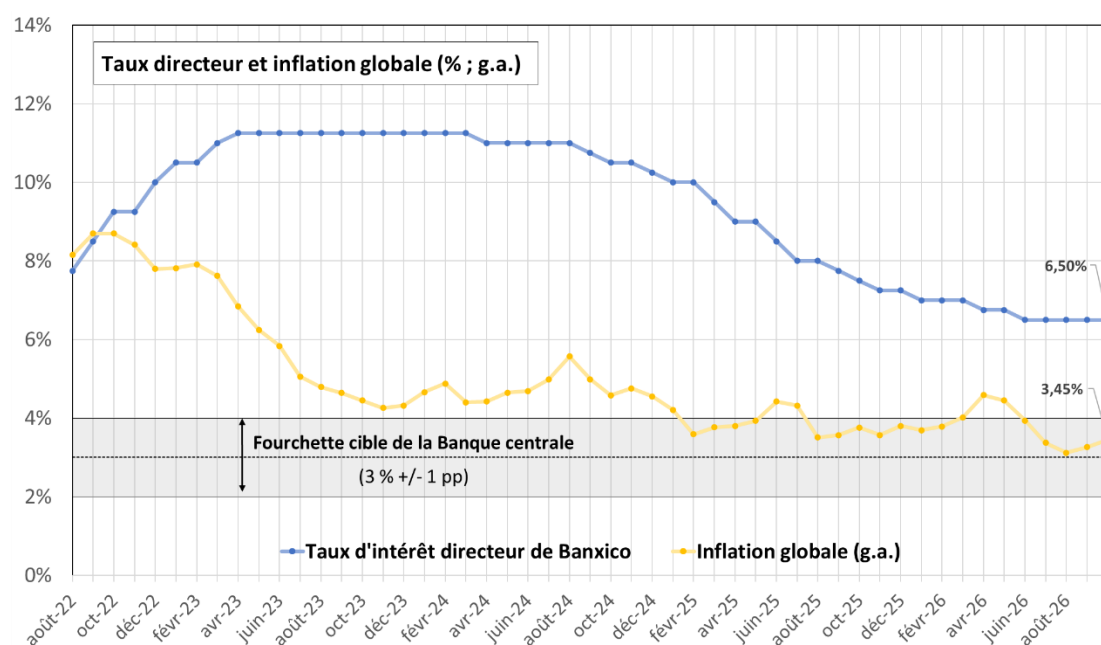
locaux et internationaux étaient à l'étude, après la remise du rapport du comité chargé d'étudier le redémarrage du site. Le gouvernement recherche une offre qui soit entièrement financée. Auparavant, le site était au cœur d'une activité de raffinage dont l'arrêt a accru le recours aux carburants importés.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI)	Croissance du PIB 2024 (%, FMI)	Croissance du PIB 2025 (%, FMI)	Prévision FMI 2026 (% , prév FMI)	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 835,0	3,1%	1,5%	0,5%	1,5%	62,1%	3,8%	6,50%
Belize	0,4	3,3	0,5%	3,5%	2,6%	1,9%	64,6%	3,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	4,8%	4,1%	4,6%	3,3%	61,8%	-0,8%	3,00%
Guatemala	18,9	123,3	3,5%	3,7%	4,3%	4,0%	27,5%	3,0%	3,50%
Honduras	11,2	39,6	3,6%	3,6%	4,9%	3,3,%	44,0%	5,6%	6,00%
Nicaragua	6,8	22,2	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	31,7%	3,5%	5,75%
El Salvador	6,4	36,7	3,4%	2,6%	3,9%	4,5%	85,0%	2,7%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,5%	21,5%	11,50%
Jamaïque	2,8	22,6	2,7%	-0,5%	0,1%	0,0%	64,3%	5,9%	6,00%
Panama	4,6	90,5	7,2%	2,7%	4,4%	5,0%	56,4%	1,8%	--
République Dominicaine	11	127,9	2,2%	5,0%	2,1%	4,6%	57,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11	25,3	3,2 % (EIU)	-0,6 % (EIU)	-5,0 % (EIU)	-7,2 % (EIU)	129,4 % (EIU)	40,0 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2026

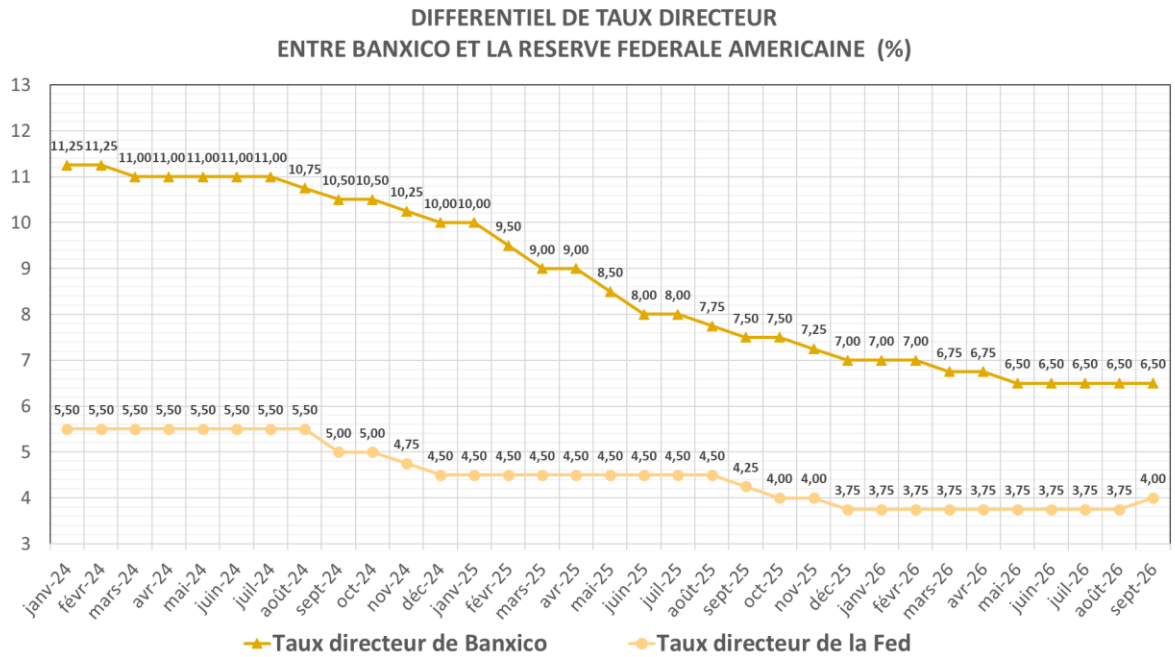
- Annexe Graphique Mexique -



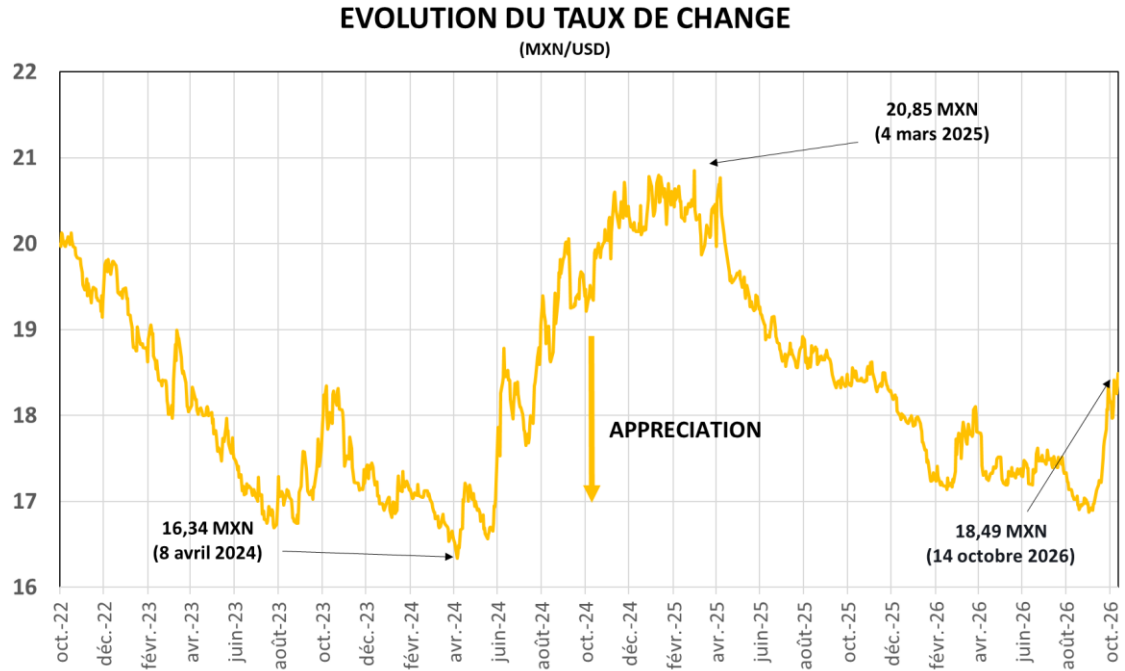
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275
juil-26	6,50	3,75	275
août-26	6,50	3,75	275
sept-26	6,50	4,00	250

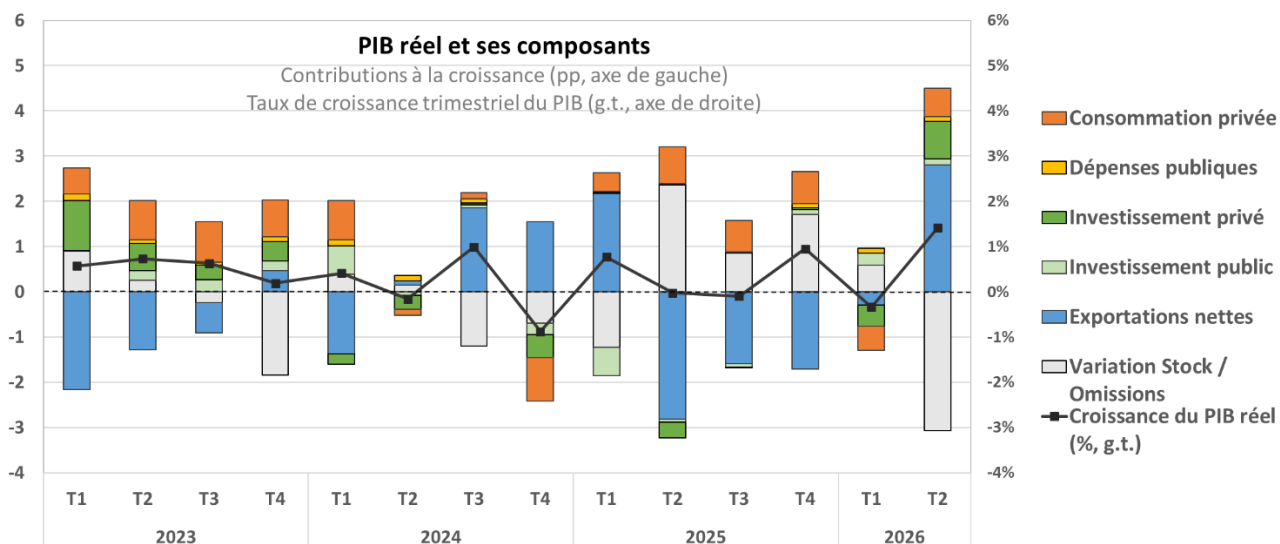
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

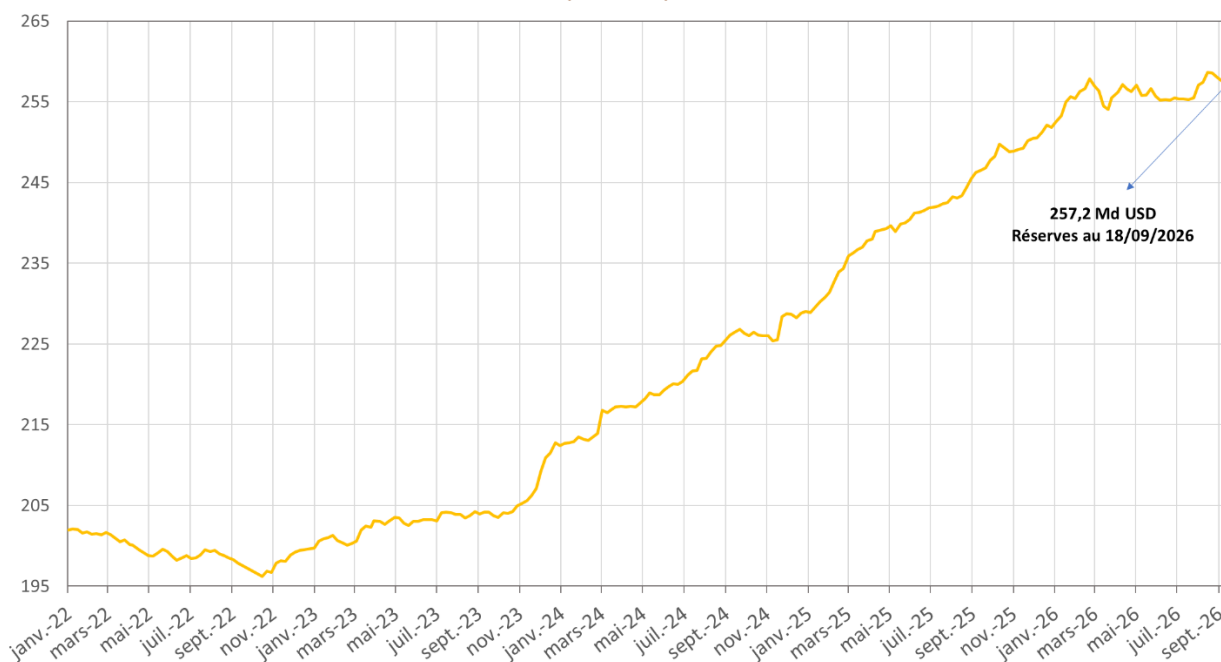


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr